

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE**  
1 RUE DE GERMONT  
76 000 ROUEN

**PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT**  
**ARTICLES R.2124-1 A 2 ET R.2161-1 A 5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**ASSISTANCE DU CHU DE ROUEN AU  
TRAITEMENT DE L'INFORMATION MEDICALE  
DANS LE CADRE DU PMSI DANS LES CHAMPS  
MCO, SMR et PSY**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
2.1 - OBJET DU MARCHE PUBLIC .....	3
2.2 - ALLOTISSEMENT .....	3
2.3 - PROCEDURE ET FORME DU MARCHE PUBLIC .....	4
2.4 - MODIFICATIONS AU MARCHE PUBLIC .....	4
<b>ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D’EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....</b>	<b>4</b>
3.1 - DUREE DU MARCHE PUBLIC .....	4
3.2 - DELAIS D’EXECUTION .....	5
<b>ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE .....</b>	<b>5</b>
6.1 - EMISSION DES COMMANDES .....	5
6.2 - MODIFICATION D’UN BON DE COMMANDE .....	6
6.3 - ANNULATION D’UN BON DE COMMANDE .....	6
<b>ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - RESPONSABILITE.....</b>	<b>7</b>
8.1 - ACCES – CONSIGNES.....	7
8.2 - ASSURANCES .....	7
8.3 - GARANTIE .....	7
<b>ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX .....</b>	<b>7</b>
10.1 - CONTENU DES PRIX .....	7
10.2 - CLAUSE DE REVISION DES PRIX .....	7
<b>ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>8</b>
11.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	8
11.2 - CONDITIONS DE REGLEMENT .....	8
<b>ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD .....</b>	<b>10</b>
12.1 - GENERALITES .....	10
12.2 - PENALITES APPLICABLES .....	10
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 - PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE**

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

## **ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE PUBLIC**

### **2.1 - Objet du marché public**

La présente consultation a pour objet l'Assistance du CHU de Rouen au traitement de l'information médicale dans le cadre du PMSI dans les champs MCO, SMR et PSY.

### **2.2 - Allotissement**

Le marché public est unique.

## **2.3 - Procédure et forme du marché public**

### **2.3.1 Type de Marché Public**

Le marché public est un marché de service.

### **2.3.2 Procédure de passation**

Le marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-1 à 5 du Code de la commande publique.

### **2.3.3 Forme**

Conformément aux articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R 2162-4 2° du Code de la commande publique, le présent marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 350 000 € HT pendant toute la durée de validité du marché public.

Le présent marché public est mono-attributaire.

Le marché public est conclu à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prestations à réaliser sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le BPU.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

## **2.4 - Modifications au marché public**

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique.

## **ARTICLE 3 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **3.1 - Durée du marché public**

Le marché public est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché public au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie reconduit automatiquement le marché public). Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique.

En revanche, le CHU Rouen Normandie se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire. La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé

de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### **3.2 - Délais d'exécution**

Pour les bons de commandes, les délais d'exécution commencent à compter de la réception du bon de commande et jusqu'à la fin sans réserve de la prestation.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais ainsi que les délais indiqués dans son mémoire technique.

En cas d'empêchement ou de retard, le fournisseur est tenu d'informer le CHU de Rouen afin de déterminer une solution commune pour l'exécution des prestations commandées.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le Titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU ROUEN NORMANDIE de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

## **ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU Rouen Normandie fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
  - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
  - Annexe 1 : Fiche pratique "déposer une facture sur le portail CHORUS PRO" ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
5. Le mémoire technique du titulaire et la trame de mémoire technique.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU Rouen Normandie.

## **ARTICLE 6 - CONDITIONS DE COMMANDE**

### **6.1 - Emission des commandes**

Les bons de commande sont émis par le CHU Rouen Normandie, au fur et à mesure de ses besoins au titulaire concerné, en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les documents du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leurs font obligations de domicile en autre lieu. La date de réception fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Le CHU de Rouen Normandie ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- la date d'exécution ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les prix unitaires ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- les observations si nécessaire ;

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-PI, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant du CHU de Rouen Normandie.

Le CHU Rouen Normandie confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des produits définis, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

## **6.2 - Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

## **6.3 - Annulation d'un bon de commande**

Le CHU Rouen Normandie peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

# **ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS**

Des opérations de vérification portant sur la qualité des prestations seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 8 - RESPONSABILITE**

### **8.1 - Accès – Consignes**

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

### **8.2 - Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

Le titulaire est tenu d'informer le CHU Rouen Normandie de toute modification afférente à son assurance.

### **8.3 - Garantie**

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX**

### **10.1 - Contenu des prix**

Le marché public est traité à prix unitaire.

Ces prix unitaires contractuels figurent au bordereau de prix unitaires (BPU) en annexe n°1 de l'acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prestations seront rémunérées par application des prix figurant au BPU.

### **10.2 - Clause de révision des prix**

Les prix du marché sont révisés chaque année lors de sa date anniversaire en application de la formule ci-dessous :

$$Pr = 0.3 + 0.7 (P * In / In-1)$$

Pr : prix révisé

P : Prix en cours l'année n

In : dernier indice connu à date de révision, série INSEE CPF 69.20 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.20 – Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal)

Et In-1 : indice de référence à date de détermination du prix l'année n-1

Pour la première année, ce sera la valeur au T4 2024.

## ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 11.1 - Présentation des demandes de paiement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, à l'issue de l'admission, la facture afférente au paiement sera établie.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facture dématérialisée est un réel outil de simplification des rapports entre le CHU de Rouen Normandie et ses fournisseurs.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

#### **Pour vous aider :**

- **en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO**
- **un lien internet :** <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est **DAHLIB** et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le 267 601 680 000 15.

### 11.2 - Conditions de règlement

#### 11.2.1 Mode et délai de paiement



Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

#### 11.2.2 Avance

Lorsque le montant du marché public dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé :

- A 5 % du montant du marché si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

#### 11.2.3 Escomptes

Sans objet.

#### 11.2.4 Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable public du CHU Rouen Normandie.

#### 11.2.5 Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

#### 11.2.6 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

## **ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD**

### **12.1 - Généralités**

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les interventions demandées, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

### **12.2 - Pénalités applicables**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire dépasse le délai d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = Le montant total du marché public.

R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

## **ARTICLE 13 - RESILIATION**

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 14 - MODIFICATION DANS LA CONSISTANCE DU MARCHE**

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

## **ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, [dominique.durand@chu-rouen.fr](mailto:dominique.durand@chu-rouen.fr) – Médiateur interne et Correspondant PME

**Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.**

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engager présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

**Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.**

## ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-PI, il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 5	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.1
Article 11.1	Article 11
Article 12.1	Article 14.1.3
Article 12.2	Articles 14.1.1, 14.1.3